

Estimations des taux d'activité: pays et territoires de l'Afrique (1950-1990)

par E. Denti et E. Ruhumuliza¹

Dans le cadre de la préparation de la quatrième édition des *Evaluations et projections de la population active*, le Bureau de Statistique du BIT procède actuellement à l'établissement des estimations des taux d'activité, par sexe et par groupe d'âge, et de la répartition par secteur d'activité économique selon le sexe, pour chaque pays ou territoire du monde qui, en 1990, a atteint ou dépassé les 200.000 habitants.

L'article diffusé dans le *Bulletin des statistiques du travail* du premier trimestre de 1995 (1995-1) contenait les estimations en question de 1950 à 1990 pour les pays et territoires de l'Asie. Celui-ci est consacré aux pays et territoires de l'Afrique. Les estimations pour l'Amérique latine et l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Océanie paraîtront dans le *Bulletin* des troisième et quatrième trimestres de 1995 respectivement.

Ces estimations annulent et remplacent celles diffusées dans les précédentes éditions des *Evaluations et projections de la population active*, à savoir: *Projections de la main-d'oeuvre, 1965-1985* (première édition, Genève, 1971), *Evaluations et projections de la main d'oeuvre, 1950-2000* (deuxième édition, Genève, 1977) et *Population active, 1950-2025* (troisième édition, Genève, 1986). A noter cependant que, pour un nombre très limité de pays, ces données peuvent, le cas échéant, être modifiées dans la mesure où des renseignements plus complets et détaillés devaient parvenir au Bureau de statistique avant la diffusion de la quatrième édition prévue fin 1995, pour les éléments chiffrés, et milieu 1996, pour la méthodologie.

La définition de la population active retenue est conforme à celle adoptée par la 13e Conférence internationale des statisticiens du travail en 1982 et analogue à celle retenue dans les trois précédentes éditions.

Les recensements de la population, ainsi que les enquêtes par sondage sur la population active, ont constitué la base essentielle des estimations, ajustées, le cas échéant, pour rendre compatibles les données tirées de ces sources avec la définition de population active adoptée.

Bien que la qualité et la quantité des statistiques sur la population active tirées des recensements de population ou d'enquêtes par sondage spécifiques sur la population active, effectués entre 1950 et 1990, demeurent très précaires pour la plupart des pays africains, il y a lieu de constater, cependant, que la majorité de ces pays, en dépit de leurs conditions difficiles, sur différents plans politique, technique, logistique et financier, a fait ces dernières années, un effort important pour essayer de combler ces deux lacunes.

Les évaluations qui sont présentées dans cette article reflètent

¹Consultants, Bureau de statistique, BIT, Genève.

entièrement ces efforts. Par conséquent, il a été nécessaire de procéder à une révision en profondeur des estimations produites dans les trois précédentes éditions des *Evaluations et projections de la population active*, notamment celles ayant trait aux taux d'activité par sexe et âge et la répartition de la population active selon les grands secteurs d'activité et le sexe des années 1950, 1960, 1970 et 1980.

A l'exception de l'Eritrée, le Kenya, l'Ouganda et la Somalie, pour tous les autres pays et territoires les évaluations s'appuient désormais sur au moins un ou plusieurs recensements de la population et/ou enquêtes spécifiques sur la population active effectués au cours de la période 1950-1990. Pour les quatre pays cités, les évaluations ont été entièrement fondées sur des modèles, notamment ceux établis pour la troisième édition des *Evaluations et projections de la population active*.

Comme pour les pays et territoires de l'Asie, les données originales tirées des recensements de la population ou des enquêtes par sondage sur la population active ont fait l'objet d'ajustements qui ont concerné une ou plusieurs catégories de personnes classées dans la population inactive ou dans la population institutionnelle, à savoir: les militaires du contingent, les personnes en quête d'un premier emploi, les étudiants travaillant à temps partiel et les saisonniers. Ces ajustements ont été opérés par transfert de la ou des catégorie(s) concernée(s) de la population inactive ou institutionnelle à celle active, quand les statistiques nationales l'ont permis, ou par estimation à l'aide de modèles empruntés à des pays voisins ayant des situations identiques sur les plans démo-socio-politico-culturel.

Une attention particulière a été vouée aux pays de culture musulmane, mais aussi à d'autres pays de la région, qui ont ignoré ou continuent à ignorer dans leurs statistiques l'apport des femmes à l'activité économique, malgré l'évidence, notamment dans le secteur agricole. Comme pour l'Asie, aussi dans le cas de ces pays, des ajustements ad hoc des statistiques nationales concernées ont été opérés. Le détail de la méthodologie utilisée pour ces ajustements sera disponible dans le volume VI de la quatrième édition des *Evaluations et projections de la population active*, qui devrait paraître en 1996. Brièvement, cette estimation a été obtenue en deux phases distinctes, dont la première a consisté à estimer l'apport global des femmes en agriculture à l'aide du rapport femmes/hommes travaillant dans le secteur en question, et la seconde, à répartir le montant de l'ajustement selon les groupes d'âge à l'aide d'un profile de courbe type, notamment celui des aides familiales en agriculture de la région.

L'ajustement ci-dessus n'a été opéré que sur les évaluations statistiques des deux dernières décennies, 1980 et 1990. Dans ce cas, indiqué par une ligne de séparation, les chiffres concernant ces deux décennies ne sont pas comparables avec ceux des trois précédentes, 1950, 1960 et 1970. A noter, cependant, que pour les pays où les évaluations relatives à la période 1950-1990 ont été fondées sur les résultats de deux, voire un seul, recensement et/ou enquête par sondage sur la population active, l'ajustement, s'il a eu lieu, a été reflété sur l'ensemble de la période. C'est le cas notamment de plusieurs pays au sud du Sahara.

L'absence de statistiques officielles reflétant le niveau de participation à l'activité économique de la population et la répartition de la population active par secteurs d'activité pour une ou plusieurs décennies, nous a obligé de procéder à des estimations à l'aide d'interpolation/extrapolation et, le cas échéant, à l'emploi de modèles ad hoc, notamment

lorsqu'une seule évaluation utilisable n'était disponible pour l'ensemble de la période. Les modèles étant du même type que ceux utilisés lors de la troisième édition des *Evaluations et projections de la population* au

Par rapport à celles produites dans les trois précédentes éditions, les évaluations qui figurent dans cette nouvelle édition, nous paraissent mieux refléter le niveau de participation à l'activité de la population, des femmes en particulier, des pays et territoires concernés. Ce qui a permis d'améliorer leur qualité, fiabilité ainsi que leur comparabilité sur le plan inter-régional et international.

Depuis la troisième édition, le nombre de pays et territoires, pour lesquels des estimations séparées ont été effectuées, a augmenté d'une unité: l'Eritrée, qui auparavant était incorporée dans l'Ethiopie. La dénomination et la portée territoriale des autres pays sont restées inchangées.